

Communiqué de Presse

Assemblée parlementaire – Division de la communication

Réf: 180f10

Tél. +33 (0)3 88 41 31 93

Fax +33 (0)3 90 21 41 34

Internet: <http://assembly.coe.int>

e-mail: pace.com@coe.int



47 Etats membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
«L'ex-République
yougoslave de
Macédoine»
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

Bosnie-Herzégovine : il faut une « volonté politique » pour un changement urgent de la Constitution, selon le Président de l'APCE

Strasbourg, 03.03.2010 – La Bosnie-Herzégovine doit procéder d'urgence à une vaste révision de sa Constitution, mais dans un premier temps, avant les élections d'octobre, il convient de modifier au minimum les dispositions qui empêchent certains citoyens de se porter candidats aux élections à la Présidence et à la Chambre des Peuples, a déclaré aujourd'hui Mevlüt Çavuşoğlu, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), à Sarajevo.

S'exprimant lors d'une conférence de presse à la fin de sa visite officielle de trois jours dans le pays (1-3 mars), il a ajouté : « Cela peut se faire en deux mois, avant la date limite fixée pour modifier la loi électorale. Le contenu est là – des propositions solides émanant de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe, ainsi que des initiatives nationales et internationales – mais il faut de la volonté politique. » Le pays se conformerait ainsi au récent arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Sejdic et Finci c. Bosnie-Herzégovine, a-t-il souligné.

Le Président a poursuivi : « Un signal fort sera envoyé à la fois aux citoyens du pays et à la communauté internationale pour montrer que la classe politique de la Bosnie-Herzégovine est en mesure de résoudre les problèmes et d'aller de l'avant. Sur le long terme, une telle démarche apportera davantage de bénéfices politiques que la défense d'intérêts politiques et ethniques à courte vue. »

Le Président s'est déclaré conscient des circonstances difficiles dans lesquelles la Bosnie-Herzégovine s'est développée, et s'est réjoui que certains progrès aient été réalisés : « Mais ce pays et ses citoyens méritent mieux. » Le pays doit au plus vite aller de l'avant, en s'appuyant sur des institutions opérationnelles qui répondent aux préoccupations ordinaires des citoyens. A défaut, ses institutions risquent d'être perçues comme illégitimes, de nouvelles plaintes risquent d'affluer auprès de la Cour européenne des droits de l'homme et des contestations pourraient être émises à l'Assemblée, a-t-il souligné.

M. Çavuşoğlu a également appelé à un compromis sur l'organisation d'un recensement en 2011 et estimé qu'il était possible de trouver des « solutions techniques » pour satisfaire toutes les préoccupations. La question du retour des personnes déplacées et celle de la garantie de leurs droits sociaux devraient également être traitées d'urgence, sans toutefois que l'une dépende de l'autre.

Au cours de sa visite, M. Çavuşoğlu a rencontré la Présidence, le Président du Conseil des Ministres et les Présidents des deux Chambres de l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine, ainsi que les dirigeants des principaux partis politiques du pays. Il a par ailleurs prononcé un discours devant les deux Chambres de l'Assemblée.

[Discours devant les deux Chambres de l'Assemblée](#)

[Annonce de la visite](#)

[Dernière résolution de l'APCE sur la Bosnie-Herzégovine](#)

L'Assemblée comprend 318 membres issus des parlements nationaux des 47 Etats membres.

Président: Mevlüt Çavuşoğlu (Turquie, GDE) – Secrétaire général de l'Assemblée: Mateo Sorinas.

Groupes politiques: PPE/DC (Groupe du Parti populaire européen); SOC (Groupe socialiste); GDE (Groupe démocrate européen);

ADLE (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe); GUE (Groupe pour la gauche unitaire européenne).